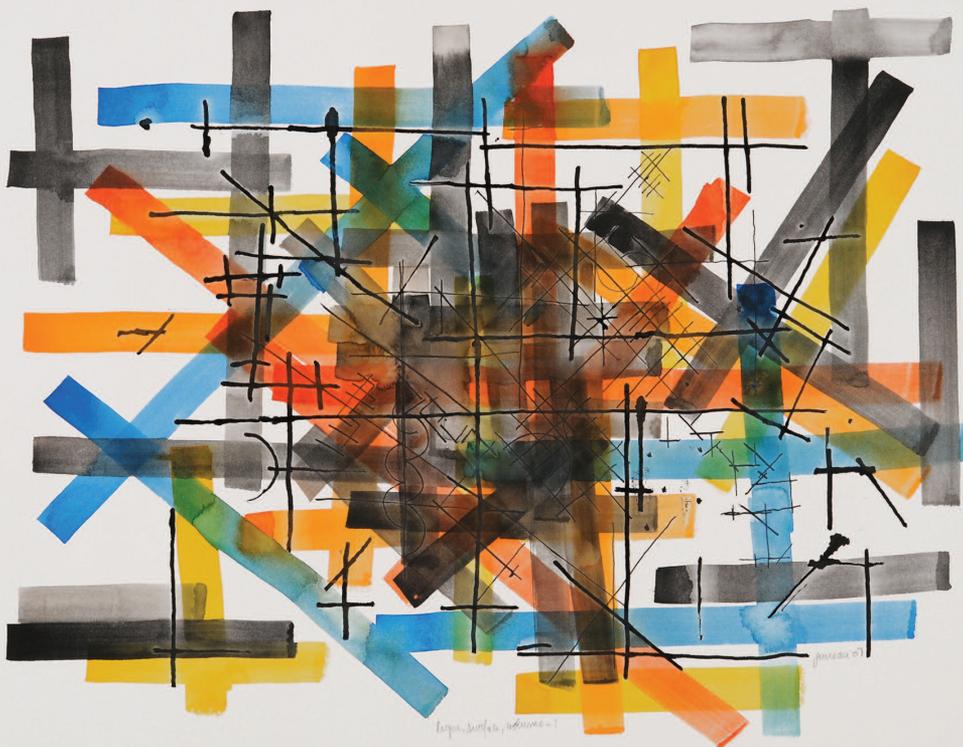


Janet Biehl

Le municipalisme libertaire

La politique de l'écologie sociale

préface d'**Annick Stevens**



écosociété

Extrait de la publication

LE MUNICIPALISME LIBERTAIRE

Janet Biehl
avec la collaboration de Murray Bookchin

LE MUNICIPALISME
LIBERTAIRE
La politique de l'écologie sociale

Nouvelle édition révisée

Traduit de l'anglais (États-Unis) par Nicole Daignault

Préface d'Annick Stevens



Responsable de la production : Pierre Wyrsh ; nouv. éd. : Christophe Horguelin
Illustration de la couverture : Denis Juneau, *Ligne, surface, volume – 1 (2007-23)*, 2007,
aquarelle sur papier, 51 × 66 cm. © Denis Juneau, 2013
Typographie et mise en pages : Yolande Martel

L'édition originale de ce livre a été publiée en 1998 par Black Rose Books sous le titre
The Politics of Social Ecology : Libertarian Municipalism.

© Black Rose Books, 1998, pour l'édition originale
© Les Éditions Écosociété, 1998, pour la première édition française
© Les Éditions Écosociété, 2013, pour la présente édition

Dépôt légal : 3^e trimestre 2013

ISBN PAPIER 978-2-89719-091-0

ISBN PDF 978-2-89719-092-7

ISBN ePUB 978-2-89719-093-4

Catalogage avant publication de Bibliothèque et Archives nationales du Québec et Bibliothèque et Archives Canada

Biehl, Janet, 1953-

[Politics of social ecology. Français]

Le municipalisme libertaire : la politique de l'écologie sociale

Nouvelle édition révisée.

Traduction de : The politics of social ecology.

Comprend des références bibliographiques.

ISBN 978-2-89719-091-0

1. Administration municipale. 2. Écologie sociale. 3. Libertarianisme. I. Bookchin,
Murray, 1921-2006. II. Titre. III. Titre : Politics of social ecology. Français.

HT151.B5314 2013

320.8

C2013-941700-1

Nous remercions le Conseil des Arts du Canada de l'aide accordée à notre programme de publication. Nous reconnaissons l'aide financière du gouvernement du Canada par l'entremise du Fonds du livre du Canada pour nos activités d'édition.

Nous remercions le gouvernement du Québec de son soutien par l'entremise du programme de crédits d'impôt pour l'édition de livres (gestion SODEC) et la SODEC pour son soutien financier.

TABLE DES MATIÈRES

Préface à la nouvelle édition, <i>par Annick Stevens</i>	7
Préface à la première édition, <i>par Marcel Sévigny</i>	15
Avant-propos	21

PREMIÈRE PARTIE

1. Les deux politiques	27
2. La cité historique	38
3. La démocratie municipale dans l'Antiquité et au Moyen Âge	46
4. La démocratie municipale à l'époque coloniale et révolutionnaire.	55
5. L'État et l'urbanisation.	63
6. La municipalité	73
7. Bâtir un mouvement	82
8. Les élections.	91
9. La formation de la citoyenneté.	100
10. Localisme et interdépendance.	109
11. Le confédéralisme	116

12. Municipaliser l'économie	125
13. Un pouvoir parallèle	135
14. Une société rationnelle	144
15. L'ordre du jour du municipalisme libertaire	150

DEUXIÈME PARTIE

Entretien avec Murray Bookchin	159
Annexe. Le programme électoral des verts de Burlington . .	198
Bibliographie	204

PRÉFACE À LA NOUVELLE ÉDITION

DANS LA PLUPART DES PAYS où les différents paliers de gouvernement sont constitués par des élections, on constate un abstentionnisme croissant lors des scrutins, et d'une manière générale un désintérêt pour la vie politique. Nombreux sont les observateurs qui attribuent cette tendance à un repli égoïste et consumériste sur la vie privée. Quelques-uns seulement font remarquer que, si le remplacement progressif de toutes les valeurs par la valeur économique est certainement un facteur important, ce repli a aussi été suscité par les institutions représentatives elles-mêmes, qui privent le « citoyen » — terme désormais abusif — de tout pouvoir de décision quant à l'organisation de la vie en société, ne lui laissant que le loisir d'élire des candidats de plus en plus identiques et, éventuellement, de participer à des consultations très médiatisées dont les résultats ne seront jamais pris en compte. Rousseau, déjà, adressait cette critique au régime parlementaire, et c'est en toute connaissance de cause que les constitutions républicaines depuis la fin du XVIII^e siècle ont fixé dans l'airain ce régime qui ne laisse aucune chance à la démocratie, c'est-à-dire au pouvoir exercé par le peuple.

La plupart des gens se sont habitués à cette passivité, et s'ils protestent parfois, c'est à propos du contenu d'une décision, non du mode de décision lui-même. Les habitants des pays dits démocratiques sont suffisamment formatés par l'idéologie dominante pour considérer qu'une véritable démocratie n'est ni possible ni

même souhaitable. Pour s'en convaincre, chacun s'empresse de déprécier les expériences qui en ont été faites dans le passé, soit en invoquant d'autres défauts des sociétés où elles ont eu lieu, soit en alléguant leur inadéquation aux sociétés actuelles.

Murray Bookchin et Janet Biehl s'inscrivent au contraire dans la tradition aujourd'hui minoritaire de penseurs et d'activistes qui, depuis l'Antiquité et jusqu'à nos jours, estiment qu'une vie humaine n'est complète que si elle peut réaliser l'ensemble de ses potentialités créatrices, en particulier celle de participer à l'élaboration du vivre-ensemble selon un processus réflexif, lucide et délibératif. Cette pensée, qui était dominante à l'époque de l'Athènes classique et qu'on trouve exprimée dans des textes aussi divers que le *Protagoras* de Platon, la *Politique* d'Aristote et les *Histoires* de Thucydide, a été reprise et adaptée aux conditions du xx^e siècle par des penseurs tels qu'Hannah Arendt, Cornelius Castoriadis et Noam Chomsky. Mais surtout, elle a été revendiquée et mise en pratique par de larges mouvements populaires au cours des derniers siècles, qui la déclinaient dans une multitude de réalisations plus ou moins éphémères, selon le rapport de force qu'ils établirent avec les pouvoirs centralisateurs et dominateurs.

Ce n'est pas le moindre mérite du présent ouvrage que de rappeler les épisodes oubliés ou déformés de notre histoire au cours desquels s'est déployé ce formidable élan d'auto-organisation, de mobilisation des intelligences et des forces créatrices. Bien entendu, il n'est pas dans l'intention de Biehl et Bookchin d'ériger quelque expérience que ce soit en modèle parfait, ni de donner à penser que les sociétés dotées d'institutions politiques réellement démocratiques sont prémunies contre tout défaut dans d'autres domaines. Il s'agit plutôt de montrer qu'une telle institution est possible, y compris aujourd'hui, et qu'elle se prête à une évolution permanente, en fonction des désirs de l'ensemble de ses participants.

On comprend dès lors que le défi principal, qui fut celui de toute l'œuvre de Bookchin et qui est ici admirablement synthétisé, est d'actualiser la conception de la démocratie directe et de la lier étroitement aux impératifs de notre époque. Certains de ceux-ci font l'unanimité dans l'opinion de gauche, comme l'urgence écologique ou la lutte contre l'oppression de certaines

catégories de personnes, que ce soit sur la base du genre, de l'origine ethnique, du statut socioéconomique ou d'autres facteurs de discrimination. En revanche, un autre impératif essentiel pour Bookchin tend à disparaître des revendications actuelles, même radicales, à savoir la libération de la vie quotidienne par la diminution des contraintes de la nécessité, seul moyen de garantir à tous l'accès aux activités épanouissantes. Or, cet allègement du poids de la nécessité — c'est-à-dire le temps consacré aux tâches productives et l'inquiétude liée à la simple survie matérielle — est une condition indispensable d'une vie publique intense, non seulement politique, mais aussi intellectuelle et artistique. À cet égard, on a souvent mal compris les propositions de Bookchin concernant la technologie. Sans l'espace de liberté que la technologie est appelée à dégager, selon Bookchin, l'appel au municipalisme libertaire succombe sous l'objection redoutable du manque de disponibilité des travailleurs, accaparés par des tâches professionnelles qui, loin d'aller en diminuant, semblent condamnées à augmenter sans cesse pour compenser les « crises » du système capitaliste.

Insistons donc sur l'importance de ce lien : il n'y aura pas de démocratie directe sans réduction massive du temps de travail, et cela suppose non seulement que l'on s'attaque au mythe de la croissance (ce que recommandent heureusement de plus en plus d'associations et courants de gauche), mais aussi — et là se brise le consensus — que l'on refuse de répondre au problème écologique par un rejet généralisé de la technologie et de la mécanisation. Lorsque Bookchin célèbre la société « post-rareté », il ne veut absolument pas dire que l'abondance est déjà acquise pour tous grâce aux technologies existantes, mais bien qu'elle est désormais à notre portée grâce aux potentiels technologiques que nous pouvons développer sur la base d'énergies compatibles avec l'équilibre écologique, telles que les énergies solaire, éolienne, hydraulique (y compris marémotrice), géothermique, et d'autres encore à découvrir. L'efficacité de ces énergies dépend fortement de leur adéquation aux ressources et aux besoins locaux, ce qui apporte un argument supplémentaire au projet de décentralisation municipaliste : c'est à chaque région qu'il appartient d'évaluer les ressources disponibles et nécessaires, et de contrôler leur exploitation et leur distribution. Au contraire, la centralisation

de l'exploitation énergétique provoque la destruction écologique des zones de production intensive, exige des moyens de transport coûteux, peu efficaces et éventuellement dangereux, et favorise la corruption des décideurs par des groupes industriels géants dont la seule motivation est le profit. Un tel système ne cherchera jamais à satisfaire les critères de qualité de la vie pour tous les vivants, et sera par définition incapable d'assurer une tranquillité pour l'avenir, celle-ci exigeant l'absence de nuisances, de risques de destruction massive et de mainmise au profit de quelques-uns.

Il est plus que jamais nécessaire, devant la catastrophe écologique qui s'annonce, de prendre conscience que ni les États et leurs conventions internationales ni le capitalisme dit « vert » n'arriveront à enrayer le processus destructeur qu'ils ont eux-mêmes enclenché. Tout au plus pourront-ils gérer la nouvelle rareté des ressources par un renforcement de leur concentration profondément inégalitaire, appuyée par un recours toujours plus fréquent aux appareils répressifs, comme nous le voyons déjà dans les régions du monde où des populations sont violemment réprimées parce qu'elles essaient de défendre un autre mode de vie face aux mégaprojets imposés par les consortiums étatico-industriels.

Une fois admis que les structures économiques et politiques sont indissociablement liées et qu'une société écologique est impossible sans un changement radical d'organisation politique, le municipalisme libertaire se présente comme le moyen le plus efficace de reprise en mains de ce pouvoir par des populations lucides, informées et égalitaires. Bookchin a probablement raison d'insister sur le fait que le pouvoir dont il faut s'emparer est proprement politique et que l'autogestion des activités économiques et sociales ne suffirait pas. Il est important, en effet, si l'on vise la liberté de tous les individus, de maintenir la distinction entre la sphère publique et la sphère privée, ou, pour le dire de manière plus complexe avec Castoriadis, entre la sphère publique-publique et la sphère publique-privée. Cette dernière correspond à l'*agora* grecque : elle concerne l'activité économique réalisée en collectivités spontanées, ainsi que la vie associative dans des domaines aussi divers que la culture, les sports, les voyages. Sa structure est mouvante et faite de multiples initiatives en fonction des désirs et des compétences des personnes librement associées.

La sphère publique-publique correspond à l'*ekklesia*, c'est-à-dire à l'assemblée réunissant l'ensemble des membres d'une communauté géographique, quelles que soient les activités et spécialités de chacun, pour prendre les décisions qui engagent la collectivité entière, par exemple l'aménagement de l'espace, les types d'activités encouragées ou prohibées, les rapports avec les autres communautés. Certains courants libertaires doutent de l'utilité de cette instance proprement politique et en appellent à une révolution exclusivement sociale, la politique étant pour eux nécessairement oligarchique et autoritaire. Bookchin leur répond que, si l'on veut garantir la durabilité de la nouvelle organisation et empêcher que les différences individuelles entraînent des inégalités lors des prises de décision, il est indispensable d'instituer formellement le pouvoir délibératif et de fixer son fonctionnement par une sorte de constitution, tout en laissant, bien entendu, la voie ouverte aux modifications qui pourraient être jugées nécessaires.

L'insistance sur la nécessité d'instituer une alternative politique est probablement le trait le plus original de l'écologie sociale et de son versant politique, le municipalisme libertaire. Biehl et Bookchin montrent bien que, sans cette institution politique, toute transition vers d'autres formes de production, d'habitat ou de relations est vouée à rester au mieux marginale : tolérée par le système dominant tant qu'elle ne le concurrencera pas sérieusement, récupérée par lui lorsqu'il aura besoin d'idées nouvelles à vendre, et impitoyablement détruite si elle se développe au point de menacer ses intérêts. Il nous faut donc agir constamment sur les deux fronts : construire des alternatives locales, écologiques et antiautoritaires, et investir le champ politique, qui seul pourra leur assurer une pérennité.

On peut se demander (on n'a pas manqué de le faire) si le processus proposé par Bookchin pour parvenir à long terme à une fédération de municipalités libertaires est réalisable dans l'état actuel des législations nationales. Ce programme suppose en effet une large autonomie des pouvoirs locaux par rapport aux États, ce qui est loin d'être généralisé à l'échelle mondiale. L'État du Vermont, où une expérience de municipalisme libertaire a été tentée, dispose d'une constitution exceptionnellement favorable à cet égard, mais déjà dans d'autres États des États-Unis les

premières étapes du processus auraient été illégales et donc plus rapidement empêchées. Que dire alors des États considérablement plus centralisés que l'on trouve, par exemple, en Europe ? Dans quel pays les communes ont-elles encore leur propre charte modifiable à leur gré ? Quel maire aurait le pouvoir de transférer les prérogatives du conseil municipal vers des assemblées citoyennes autoconstituées, sans que cette décision soit immédiatement annulée à l'échelon supérieur ? Ce n'est pas un hasard si les réalisations effectives de municipalisme autonome que l'on observe actuellement sur d'autres continents, depuis l'insurrection zapatiste jusqu'au tout récent mouvement pour la libération du Kurdistan, se construisent en contournant les institutions politiques locales et non en s'en emparant.

Il n'importe : la force de l'exemple ne réside pas dans sa capacité à être reproduit tel quel, mais dans sa capacité à susciter des innovations comparables, adaptées à chaque situation. Chaque constitution nationale doit être étudiée afin qu'on y découvre les brèches dans lesquelles peut s'introduire un pouvoir politique parallèle, qui resterait dans la légalité aussi longtemps qu'il n'est pas assez puissant pour affronter les forces étatiques. En outre, comme le soulignent Biehl et Bookchin, la discussion en assemblées politiques, même sans effet immédiat sur les réglementations en vigueur, est une formidable *paideia*, cette éducation pratique dont Aristote faisait le fondement du régime des citoyens, cet apprentissage de la parole argumentée, de la délibération sur les avantages et les inconvénients des diverses options, de la responsabilité qui accompagne la liberté. Certes, il n'y a rien de plus démotivant que de délibérer à vide, à propos de questions sur lesquelles nous n'avons aucune prise. Les consultations de citoyens convoquées par les autorités l'illustrent bien : dès que l'on a compris qu'elles ne servent que d'écran pour des décisions prises ailleurs, tout le monde s'en désintéresse. En revanche, rien n'empêche de commencer par délibérer sur des sujets liés à la vie quotidienne d'un quartier ou d'une association dédiée à une activité collective d'utilité publique, et de se former ainsi à l'auto-organisation, en attendant que le mouvement s'étende et prenne des forces pour passer à une phase plus ambitieuse.

L'autonomie politique, cet état enfin adulte de l'humanité, comme le disait Kant, est un plaisir multiple à découvrir : le

plaisir de sortir de l'infantilisation, celui de se libérer de l'esclavage des marchandises et du travail qu'on y consacre, celui de redécouvrir les activités dignes d'une vie humaine. Qu'est-ce qu'une vie, en effet, au cours de laquelle toute l'intelligence, la force et la créativité de l'individu ne s'exercent qu'au service d'une production illimitée de biens répondant à des besoins artificiellement créés, dans une complète dépossession quant au choix des fins et des moyens ? L'autonomie individuelle, ce processus par lequel l'individu prend conscience de son aliénation, découvre ses aspirations propres et se donne les moyens de les réaliser, est inséparable de l'autonomie politique, qui libère les activités intellectuelles, artistiques, sportives, de leur subordination à l'économie et leur permet de se développer librement, pour la qualité du plaisir qu'elles procurent. Janet Biehl nous aide à ancrer la quête de l'autonomie politique dans la meilleure part de notre héritage historique, à anticiper toutes les difficultés qui ne manqueront pas d'accompagner ce long processus, et surtout à retrouver l'énergie et l'enthousiasme sans lesquels il n'est pas de changement radical possible.

ANNICK STEVENS

*Professeure de philosophie en université populaire
à Marseille, spécialiste des philosophes grecs,
notamment d'Aristote*

PRÉFACE À LA PREMIÈRE ÉDITION

MÊME SI NOUS VIVONS dans une grande ville, toutes et tous nous souhaitons un milieu de vie agréable. Nous cherchons à satisfaire un certain nombre de besoins dans notre entourage immédiat ou à proximité. C'est souvent ce qui détermine la notion de communauté locale pour la majorité des citoyennes et des citoyens, et ce qui façonne l'ensemble des rapports sociaux qu'entretiennent les gens. Or ce tissu de relations que tentent de maintenir, de modifier ou de construire les citoyennes et les citoyens dans leur milieu est quotidiennement battu en brèche par les pouvoirs de domination politiques et économiques. Ce sont les milieux de vie qui sont le plus directement affectés, et dans ces milieux les personnes les plus vulnérables — celles qui souvent n'ont d'autre choix que les ressources humaines ou communautaires locales pour assurer leur survie matérielle et morale — sont de plus en plus marginalisées par les brisures sociales.

Les repères d'identité territoriale que les résidentes et les résidents des villes, des villages, des quartiers, des pâtés de maisons, du voisinage trouvent si importants pour le maintien mais aussi pour le développement des communautés locales sont mis à rude épreuve par les effets de la centralisation des pouvoirs institutionnels. Mais depuis que, ici même à Montréal, la mondialisation de l'économie est devenue le bréviaire du « gratin de ce monde », y compris des politiciennes et politiciens municipaux

qui ne jurent que par le « Montréal international », les communautés locales sont littéralement assiégées et font face à la désintégration. Le libéralisme économique et ses valeurs de concurrence et de domination, soutenus par les institutions étatiques, minent complètement les possibilités de développement de la vie collective, communautaire et associative à l'échelon local. Ils compromettent les chances, déjà minces, de créer des rapports sociaux égaux.

Nous sentons que les moyens de résister efficacement à ces agressions, qui se font ouvertement, nous échappent de plus en plus. Nous voyons le pouvoir étatique, hier encore susceptible de nous protéger, jouer le jeu du laisser-faire, sans que nous puissions nous forger une véritable capacité de résistance et un contre-pouvoir. Les politiciennes et les politiciens parlent de décentralisation, mais nous savons intuitivement, et parfois très consciemment, que c'est pour mieux gérer les transformations structurelles que le développement économique mondial impose aux gouvernements nationaux que nos élites politiques cautionnent et encouragent ces tendances à une prétendue décentralisation. Comment résister ? Comment retourner contre les agresseurs les notions et les idées de la décentralisation qui nous permettraient de rebâtir nos communautés dévastées et, surtout, de créer de nouvelles institutions politiques sous le contrôle des citoyennes et des citoyens ?

C'est de ces possibilités que traite le livre de Janet Biehl. En résumant admirablement la pensée de l'écologiste américain Murray Bookchin, elle nous propose, à travers le projet du municipalisme libertaire, un guide pratique pour la mise en application des idées du philosophe du Vermont et des actions à entreprendre pour que les citoyennes et les citoyens reprennent en main, dans leurs villes, leurs quartiers et leurs villages, le pouvoir d'organiser leur vie afin d'en arriver à une société où chacun puisse s'épanouir dans le respect mutuel et l'harmonie avec la nature.

Le milieu de vie saisi dans sa globalité — c'est-à-dire le lieu de résidence, les coopératives d'habitation ou de consommation, la bibliothèque locale, la piscine municipale, la maison de la culture, le dépanneur du coin ou le coiffeur, l'école de quartier, la clinique médicale communautaire, la garderie populaire, le lieu

de travail parfois, etc. — ce milieu de vie complet, composé d'espaces où peut s'organiser la résistance à la décomposition sociale, doit se transformer en outil potentiel et réel pour la recomposition d'un pouvoir populaire. Nombre de citoyennes et de citoyens sont très sensibles à la protection et à l'amélioration de leur milieu de vie, dans leur quartier. Pourquoi alors ce milieu ne deviendrait-il pas un lieu privilégié pour la reconquête de la démocratie, sa radicalisation, et peut-être davantage : un lieu unique de transformation sociale profonde ? Pourquoi ne pas faire de la communauté locale l'espace où pourraient s'inventer de nouvelles institutions politiques et sociales, contrôlées par les citoyennes et les citoyens, à partir desquelles de nouveaux rapports entre communautés locales et régionales pourraient se tisser et où la notion de décentralisation aurait une signification tout autre que celle qu'on prétend instituer aujourd'hui sur le territoire québécois ? C'est le rôle que pourraient jouer les assemblées publiques que préconise Janet Biehl afin de redonner toute leur valeur éducative aux débats et aux discussions politiques « face à face » sur des enjeux locaux.

Nous n'avons pas d'autre choix que celui de résister, et c'est ce que comprennent des dizaines de communautés locales au Québec qui font face à la perte de services essentiels (bureau de poste, école, CLSC, etc.), à cause de la « rationalisation » de l'économie. C'est l'existence même de plusieurs d'entre elles qui est en jeu. Ces milliers de petites initiatives locales qui cherchent à contrer le phénomène menant à la désintégration sociale recèlent une puissante volonté de résistance. Mais cette résistance se mue rarement en solution de remplacement politique ou en de nouvelles formes de contre-pouvoir. Il faudra bien un jour y arriver, pourtant.

C'est dans ce but que Janet Biehl insiste, dans ce livre, pour que se regroupent des individus au sein d'un mouvement municipaliste libertaire, identifié comme tel dans la communauté, et dont la dimension éducative serait au cœur de l'action politique. Cette conception de l'organisation politique locale rejoint mes propres préoccupations et une grande partie de ma pratique politique dans mon quartier. Le municipalisme libertaire que nous propose Janet Biehl vient appuyer ma conception qui veut faire du lieu principal de notre vie, de notre quartier ou de notre

communauté, le site de la résistance à la domination, mais aussi celui de la mise en place parallèle, ou simplement de la reconquête, d'institutions locales qui pourraient agir, d'une part, comme contre-pouvoir à celui de l'État et des autres instances hiérarchiques et, d'autre part, comme outils de développement et d'émancipation sociale, politique, économique et culturelle. Devant la naissance d'un contre-pouvoir et la mise en place d'institutions de remplacement, l'État réagira afin d'étouffer la montée du pouvoir populaire. En prévision de ce combat, l'auteure insiste fortement sur la nécessité d'armer le peuple. Ici, il me faut émettre une réserve importante. Janet Biehl ne manque pas, dans son avant-propos, de nous rappeler qu'elle appartient à la culture des États-Unis et que chacun doit comprendre le municipalisme libertaire à travers le prisme de sa propre culture. Les Québécois que nous sommes ont appris, depuis 240 ans que nous résistons à l'assimilation, que « patience et longueur de temps font plus que force ni que rage ». La non-violence fait partie de nos mœurs, et même si nous avons, nous aussi, cédé à l'occasion à la tentation de la lutte armée, je crois qu'une longue expérience nous dicte la défense active non violente.

Je ne voudrais pas créer l'illusion que la mise en œuvre du municipalisme libertaire serait chose facile. L'apathie quasi générale des citoyennes et citoyens devant le défi du changement est un phénomène bien réel qu'il nous faut combattre. Elle est entretenue sciemment par des forces sociales, politiques et économiques en grande partie étrangères à nos réalités sociales, qui trouvent là un terrain propice pour continuer à se partager le pouvoir et les profits. Mais à tous ceux et celles qui se disent que « nous n'avons pas le choix », qu'il nous faut briser le cercle de la dépendance envers les institutions étatiques et toutes les hiérarchies, ce livre dira qu'il faut agir localement pour développer un projet individuel et collectif de réappropriation de nos vies, projet d'action accessible à toutes et tous.

Parce que j'ai acquis la conviction que l'action sociale et politique à l'échelon local est le socle sur lequel on peut élever un projet politique durable, et parce qu'il me semble possible que les citoyennes et les citoyens puissent, à cet échelon, intervenir directement dans la prise de décisions touchant leur communauté et leur société, j'en suis venu à la conclusion que l'essentiel des



LES ÉDITIONS
écosociété
MONTRÉAL

Faites circuler nos livres.

Discutez-en avec d'autres personnes.

Si vous avez des commentaires, faites-les-nous parvenir; il nous fera plaisir de les communiquer aux auteurEs et à notre comité éditorial.

Les Éditions Écosociété

C.P. 32052, comptoir Saint-André
Montréal (Québec) H2L 4Y5

Courriel : ecosociete@ecosociete.org

Toile : www.ecosociete.org

NOS DIFFUSEURS

EN AMÉRIQUE

Diffusion Dimedia inc.

539, boulevard Lebeau
Saint-Laurent (Québec) H4N 1S2
Téléphone : (514) 336-3941
Télécopieur : (514) 331-3916
Courriel : general@dimedia.qc.ca

**EN FRANCE et
EN BELGIQUE**

DG Diffusion

ZI de Bogues
31750 Escalquens
Téléphone : 05 61 00 09 99
Télécopieur : 05 61 00 23 12
Courriel : dg@dgdifffusion.com

EN SUISSE

Servidis S.A

Chemin des Chalets
1279 Chavannes-de-Bogis
Téléphone et télécopieur : 022 960 95 25
Courriel : commandes@servidis.ch

Projet politique élaboré par le philosophe Murray Bookchin (1921-2006) pour donner une armature institutionnelle à son programme d'écologie sociale, le municipalisme libertaire propose une solution de rechange radicale à nos démocraties représentatives en déliquescence : une démocratie participative, directe, exercée au niveau local grâce à une profonde décentralisation du pouvoir. En quinze courts chapitres, Janet Biehl présente avec clarté cet ambitieux projet, dans ses aspects tant théoriques que pratiques.

À la différence de beaucoup d'anarchistes, Bookchin reconnaît un rôle aux institutions politiques, du moment qu'elles favorisent la liberté. Les municipalités recèlent selon lui un tel potentiel. Celles d'aujourd'hui ne sont qu'un pâle reflet des fières cités qui, de la *polis* athénienne aux *towns* anglo-américains en passant par les villes médiévales, ont fait le pari de l'autogestion citoyenne. Janet Biehl en retrace l'histoire, à la recherche non pas de modèles, mais de matériaux pour reconstruire un champ politique dynamique dans le cadre d'une confédération de municipalités, la « commune des communes ». Elle détaille ensuite les défis concrets qui attendent un mouvement municipaliste, notamment l'opposition inéluctable du système capitaliste et de l'État-nation.

Comme le souligne la philosophe Annick Stevens en préface de cette édition révisée, « Janet Biehl nous aide à ancrer la quête de l'autonomie politique dans la meilleure part de notre héritage historique, à anticiper toutes les difficultés qui ne manqueront pas d'accompagner ce long processus, et surtout à retrouver l'énergie et l'enthousiasme sans lesquels il n'est pas de changement radical possible ».



Janet Biehl est l'auteure de plusieurs ouvrages, dont *Rethinking Ecofeminist Politics*, *Ecofascism: Lessons from the German Experience* et *The Murray Bookchin Reader*. Elle fut l'une des plus proches collaboratrices de Murray Bookchin et a été active dans le parti municipaliste des Burlington Greens. Elle vit au Vermont.